

ROYAUME-UNI.

Amnesty International condamne l'attentat à l'explosif perpétré par l'IRA

Index AI : EUR 45/09/96

Amnesty International condamne avec fermeté l'attentat attribué à l'Irish Republican Army (IRA, Armée républicaine irlandaise) qui a eu lieu le samedi 15 juin au matin, à Manchester. Plus de 200 personnes ont été blessées, dont la plupart par des morceaux de verre projetés par la déflagration de la bombe.

Une dizaine de personnes sont toujours hospitalisées au lendemain des événements, parmi lesquelles une femme à qui l'on a dû faire 300 points de suture au cours d'une opération qui a duré sept heures.

La bombe a explosé en plein centre de Manchester, à l'heure où plusieurs milliers de personnes faisaient leurs achats. Selon les informations fournies par la presse, l'IRA avait envoyé des avertissements codés une heure et trente-cinq minutes avant l'explosion et la police avait commencé à évacuer les lieux quinze minutes plus tard. Ce jour, l'IRA n'a pas revendiqué l'attentat ni publié de déclaration.

Cette explosion fait suite à une série d'attentats revendiqués par l'IRA depuis le 9 février 1996. Ce jour-là, le groupe armé avait mis fin au cessez-le-feu en faisant exploser une bombe dans le quartier des docks (Docklands), à Londres. Cet attentat, qui avait causé la mort de 2 personnes et blessé une certaine de civils, avait été suivi, le 18 février, d'une explosion "prématurée" dans un bus londonien, au cours de laquelle un membre de l'IRA avait été tué et huit personnes blessées.

Ces attaques aveugles contre des civils s'accompagnent d'autres atteintes aux droits fondamentaux.

« Nous sommes consternés par le nombre d'exactions commises par les groupes paramilitaires basés en Irlande du Nord, en dépit du cessez-le-feu qu'ils ont eux-mêmes proclamé au cours de l'automne 1994, a déclaré Amnesty International. Nous sommes particulièrement préoccupés par les « actions punitives » (homicides et passages à tabac) perpétrés par les groupes paramilitaires contre des membres de leur propre communauté. »

En 1995, selon les informations fournies par la police, six homicides ont été commis par des groupes armés républicains et un homicide par des groupes armés loyalistes.

Depuis le début de l'année 1996, d'autres personnes ont été tuées :

- le 1^{er} janvier, Ian Lyons a été abattu par un groupe soupçonné d'entretenir des liens avec l'IRA et qui se donne le nom de Direct Action Against Drugs (Action directe anti-drogue) ;
- le 21 mars, Tommy Sheppard a été abattu par des loyalistes ;
- le 30 janvier, le meurtre de Gino Gallagher a déclenché une vague de représailles entre deux factions de l'Irish National Liberation Army (INLA, Armée nationale de libération irlandaise) qui a fait quatre morts et plusieurs blessés.

Au cours de l'année 1995, 217 personnes ont été passées à tabac « à titre punitif », dont 141 par des groupes armés républicains et 76 par des groupes loyalistes. Ces attaques se sont poursuivies cette année. Le 21 janvier, le groupe loyaliste Ulster Freedom Fighters (UFF, Combattants pour la liberté de l'Ulster) a passé à tabac Ervine Fleming, avant de s'excuser car il l'avait pris pour un autre. Cet homme tenait sa fille âgée de deux ans dans les bras lorsque des hommes armés ont fait irruption chez lui et l'ont attaqué à coups de marteau et de batte de base-ball, en présence de sa femme et de ses enfants. Il a été grièvement blessé à la tête. Le 27 mars, Martin Doherty, âgé de dix-huit ans, a été

attaqué par un groupe de six ou sept républicains qui lui ont enfoncé des pointes métalliques dans les genoux et les bras ; il a souffert de lésions aux quatre membres.

Conformément aux normes internationales, Amnesty International s'oppose aux attaques perpétrées délibérément ou sans discrimination contre des civils. Elle réitère son appel à toutes les organisations para-militaires, afin que ces dernières s'engagent à respecter les principes élémentaires du droit humanitaire international et, en particulier, à mettre fin aux attaques contre des civils !